

Le fonds mai-juin 1968 du CHS

par Rossana **Vaccaro**

En mai-juin Mai 68, les historien.ne.s Jean Maitron, Michelle Perrot et Madeleine Rebérioux, s'investirent personnellement dans la collecte « à chaud » de matériaux issus du mouvement étudiant, notamment pendant l'occupation de la Sorbonne, afin d'éviter la disparition de sources d'événements dont ils mesuraient la portée historique.

De la fin 1968 aux années 1980, des dons enrichirent cette première collecte. Le fonds Mai 68 du Centre d'histoire sociale, né de ces apports successifs rassemble aujourd'hui 39 boîtes pour 4,72 ml. et constitue un ensemble documentaire de grande ampleur et d'une extrême richesse.

Ces documents concernent plus spécifiquement le monde des universités (Sorbonne, Censier Jussieu, Nanterre, Faculté des sciences d'Orsay, Sciences-Po, Beaux-Arts, Grandes écoles, lycées et collèges, enseignements d'art et d'archéologie, etc.) et de la recherche (notamment un fonds important consacré au CNRS) et proviennent majoritairement de la Région parisienne. Nombre d'entre eux émanent toutefois d'universités, écoles et lycées de province ainsi que de quelques entreprises, services et administrations (ORTF, PTT, Rhône Poulenc, SNCF, FNAC, Grands Magasins, Compagnie des Compteurs, etc.). Ils sont pour la plupart datés de mai et juin, mais couvrent, pour certains, la fin de l'année et la préparation des élections de juin 1969.

Il s'agit pour la plupart de matériels de propagande (tracts, affichettes, brochures, circulaires, dessins, etc.), d'écrits produits par des commissions de travail ou des comités de grève (comptes rendus d'assemblées générales ou de réunions, rapports, motions, communiqués et déclarations, projets de réforme, notes d'information, etc.), de dossiers de recherche sur des thèmes spécifiques (la répression universitaire, la réforme de l'enseignement, les nouvelles structures universitaires, les élections présidentielles de 1969, etc.), mais aussi de périodiques parus principalement en mai et juin 1968.

La collecte

Jean Maitron fut l'instigateur et la cheville ouvrière de la collecte. Cofondateur en 1949 de l'Institut français d'histoire sociale auprès des Archives nationales, puis fondateur, en 1966, à la Sorbonne, du Centre d'histoire du syndicalisme, ancêtre du Centre d'histoire sociale, il avait multiplié les initiatives pour mettre à l'abri les sources du mouvement ouvrier. A une époque où les Archives nationales ne s'intéressaient pas encore aux archives privées et où les militants n'étaient guère sensibilisés à l'intérêt de sauvegarder leur mémoire, ces fonds risquaient d'être perdus pour les historiens et... les militants.

Ainsi, sans organiser de collectes systématiques, mais au hasard de ses recherches, grâce aux contacts noués et au réseau mis en place dans le cadre du Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français, Jean Maitron s'était vu confier par des militants de toutes obédiences et domaines d'intervention – partis, syndicats, associations - des ouvrages, des périodiques et des archives à l'origine du fonds de la bibliothèque du CHS. Situé au 16 rue de la Sorbonne, le Centre était alors une émanation de l'Institut d'histoire économique et sociale,

fondé par Marc Bloch et dirigé par Ernest Labrousse auquel venait de succéder Pierre Vilar. Michelle Perrot, Madeleine Rebérioux et Jean Maitron y étaient rattachés en tant qu'assistants et maîtres assistants.

« Tous les étudiants un peu à gauche venaient là... c'est dire qu'en Mai 68, nous étions nécessairement dans le coup », rappelle Michelle Perrot[1]. Plutôt témoins qu'acteurs des événements, ces universitaires étaient néanmoins en empathie avec le mouvement étudiant et notamment avec leur revendication d'une réforme de l'enseignement.

Michelle Perrot signale également le rôle majeur joué par Jean Maitron, toujours habité par un sentiment d'urgence et prêt à se lancer dans la quête de sources dont il mesurait la fragilité :

« Alors, quand arrive Mai 68, il pense à toutes les difficultés qu'il a eu pour trouver les archives des militants et il se dit : " il faut que maintenant je constitue moi-même les archives ". Il était étonnant parce qu'il était tout le temps sur le terrain, à collecter des documents. Il allait dans les manifs, il prenait les papiers, il disait aux étudiants qu'il connaissait " n'oubliez pas de me donner les tracts ". Et il avait une relation à la préfecture de police, un commissaire... qui lui avait proposé un échange, qu'il avait accepté, avec tout le discernement nécessaire, on peut en être assuré. C'est vous dire qu'il avait un pied dans le mouvement et un pied dans la mémoire, dans l'histoire »[2].

La collecte du fonds Mai 1968 fut exceptionnelle à plusieurs titres. Mise en place durant les événements qu'elle entendait couvrir, ses maîtres d'œuvre, des historiens et non pas des archivistes comme on aurait pu s'y attendre, n'hésitèrent pas à prendre en charge toute la chaîne archivistique résumée par les célèbres quatre « C » : collecter, classer, conserver, communiquer.

De plus, contrairement aux collectes ponctuelles et circonstanciées que Jean Maitron avait lancées précédemment, elle visait une certaine exhaustivité et, de ce fait, elle resta active pendant vingt ans.

En effet, entre le 3 et le 6 août 1968, le CHS publia une annonce dans trois quotidiens nationaux - *Le Figaro*, *Le Monde* et *L'Humanité* - afin d'élargir le terrain de la collecte au niveau national en ciblant également les documents produits par le mouvement ouvrier.

« Le Centre d'histoire du syndicalisme de l'Université de Paris, 16 rue de la Sorbonne - dont la vocation est de rassembler et d'exploiter toutes les archives sociales – demande à tous ceux qui ont recueilli sur les mouvements récents : mouvement étudiant et mouvement ouvrier, des tracts, affiches, manuscrits, dessins, etc., de bien vouloir les lui remettre, soit à titre définitif, soit temporairement, pour être microfilmés. Le dossier ainsi constitué, aussi exhaustif que possible, sera tenu à la disposition de tous les historiens et chercheurs, universitaires et non ».

Cet appel fut une réussite si l'on en croit les retours reçus par Jean Maitron en provenance d'institutions, d'organisations et de particuliers [3]. Retenons parmi ceux-ci, treize volumes de tracts remis par l'archiviste Michel Quélin et les archives du S.N.E.Sup (Syndicat National de l'Enseignement Supérieur) et de la faculté des Sciences données par un militant, Jacques Vigneron.

La diffusion et la valorisation

Certains des documents collectés pendant l'occupation de la Sorbonne furent presque immédiatement publiés dans le numéro spécial de juillet 1968 de la revue *Le Mouvement social*, intitulé « La Sorbonne par elle-même », réalisé par Michelle et Jean-Claude Perrot, Madeleine Reberieux et Jean Maitron [4]. Les auteurs présentaient 300 pages de pièces émanant du mouvement étudiant, datés du 13 mai au 16 juin 1968. De courts textes présentaient les organisations productrices de tracts, appels, déclarations, comptes rendus, et autres documents, dont certains évoquaient la vie quotidienne dans la Sorbonne occupée, éclairaient l'agenda des événements, les emplois du temps des occupants, les demandes urgentes de produits de première nécessité, etc.

Une grande prudence avait présidé à cette publication : il ne s'agissait en aucun cas, pour les auteurs, de livrer une analyse des événements au travers de textes dont ils souhaitaient d'abord que les lecteurs les lisent « avec leurs propres yeux »[5]. Au reste, ils ne travailleront pas ultérieurement à titre personnel sur ce sujet.

Les historiens s'effaçaient devant les témoins et les archivistes :

« Faut-il, pour finir, justifier l'existence même de ce travail ? Il n'est pas né seulement de l'opportunité et de la présence de tel d'entre nous à la Sorbonne en mai, mais aussi du sentiment que l'événement vécu était, si nous pouvons nous exprimer ainsi, " historique ", en ce sens qu'après ces semaines peu de choses dans l'Université parisienne et, sans doute, française pourront rester comme avant »[6].

Malgré ces précautions, le comité éditorial de la revue dû affronter les résistances et les critiques de certains membres de l'Institut d'histoire sociale, dont *Le Mouvement social* était encore l'émanation.

Selon Michelle Perrot, l'un d'eux aurait parlé de « graffitis de cabinet » à propos de ces textes [7].

« L'Institut était quelque chose de sérieux qui avait l'austérité des Archives nationales. Cela impliquait distance, impartialité scientifique, et ce numéro fait dans le feu d'un été brûlant contrevenait aux traditions et aux options qui avaient été celles de Labrousse et le nôtres aussi. Cela paraissait un dérapage un peu aberrant. *Le Mouvement social* n'avait pas à prendre parti pour 68. 68 était quelque chose de suspect, qui critiquait l'université, qui la faisait voler en éclats. Labrousse n'était pas lui-même très emballé par Mai 68 dont il était forcément éloigné [...]. Il comprenait mal les actions des étudiants [...]. Bref, tout cela est très compliqué et Mai 68 marque un insidieux passage de témoin ... »[8].

Un petit carnet de comptes retrouvé dans les archives de Jean Maitron [9] indique que l'historien avait avancé le financement de l'impression du numéro, fabriqué en Belgique à cause de la grève, preuve de sa détermination à le publier.

Ce différend creusa la distance entre le comité éditorial du *Mouvement social* et l'IFHS qui finirent par se séparer officiellement en 1971.

« La Sorbonne par elle-même » s’attira également des critiques dans les milieux militants. Ainsi, tout de suite après sa parution, des jeunes se réclamant du situationnisme firent irruption au domicile de Jean Maitron et l’agressèrent en lui reprochant d’avoir falsifié leurs documents.

Mais le numéro, réimprimé à deux reprises connût un réel succès, à l’instar d’autres recueils de documents collectés sur les événements de Mai parus à la même époque comme le *Journal de la Commune étudiante* de Pierre Vidal-Naquet et Alain Schnapp ou le numéro de la revue *Partisans* [10], intitulé « L’insurrection étudiante ».

Les historiens emboîtaient ainsi le pas des journalistes en s’emparant d’événements d’actualité. Cela ne fut pas sans susciter un certain émoi dans le milieu académique, dont se fit l’écho *Le Monde* qui consacra un dossier à un nouveau « phénomène littéraire » : « l’histoire instantanée » [11].

Des personnalités furent appelées à se prononcer sur le bien-fondé d’une historiographie contemporaine qui risquait de confondre l’acteur, le témoin et l’historien et, par-là, de supprimer toute distance critique en cédant à « la pression de l’événement ». Contre les détracteurs de cette « histoire immédiate », Fernand Braudel fit valoir que l’histoire devait devenir une science de l’actualité, Edgar Morin plaida la nécessité de donner un coup de fouet à l’histoire classique et Jean Maitron mit l’accent sur la nécessité de prendre en compte les nouvelles typologies de documents produits par les acteurs sociaux appelées à devenir les nouvelles sources des historiens (et notamment les sources audiovisuelles).

En réalité, les craintes des historiens opposés à une histoire du temps présent étaient infondées : l’histoire de 68 ne se fera pas « instantanément ». Au CHS, il faudra attendre le vingtième anniversaire des événements pour qu’un colloque s’organise sous la direction de René Mouriaux, Annick Percheron, Antoine Prost et Danielle Tartakowsky [12], tandis que parmi le quatre-vingt-cinq travaux d’étudiants consacrés à Mai 68, au sens large, et conservés à la bibliothèque Maitron, une dizaine seulement fut soutenue avant la moitié des années 1980.

Depuis, le fonds Mai 68 du CHS est régulièrement consulté à la bibliothèque Jean Maitron du CHS, par des chercheurs et des étudiants français et étrangers.

A l’occasion du quarantième anniversaire de Mai 68, son inventaire, intitulé « Mai 68: retour aux sources », a été publié sur un site créé par l’association CODHOS [13] et adressé à un large public. Il s’agissait de rendre compte, au jour le jour, de publications d’ouvrages, d’articles scientifiques et d’articles de presse, d’émissions de télé et de radio, de témoignages et de toute sorte de manifestations (colloques, journées d’études, festivals de cinéma, pièces de théâtre, etc.) consacrés aux événements [14].

Le fonds Mai 68 avait été décrit de façon sommaire par Jean Maitron lors de son dépôt à la bibliothèque du CHS. Dans les années 1980, l’historienne Danielle Tartakowsky en avait établi un rapide inventaire.

En 2017, dans le cadre des initiatives entreprises par le laboratoire à l’occasion des 50 ans de Mai 1968, un financement de l’Agence bibliographique de l’enseignement supérieur (ABES) a permis l’établissement, par l’archiviste Mélanie Lembert, d’un inventaire et d’un instrument de recherche et publiés dans [Calames \(Catalogue des inventaires d’archives et des manuscrits de l’enseignement supérieur\)](#) [15].

Aujourd'hui, dans la continuité de la politique de diffusion et de valorisation chère au CHS, le fonds va être intégralement numérisé dans le cadre d'un programme Collex-Persée et sous l'égide du Campus Condorcet.

[1] Témoignage de Michèle Perrot, dans « Entretien avec Nicolas Hatzfeld », *Le Mouvement social*, n° 223, avril-juin 2008, p. 16.

[2] *Ibid.*, p. 17.

[3] Cf. l'inventaire du fonds Jean Maitron du CHS dans le catalogue Calames (<http://www.calames.abes.fr/pub/ms/FileId-2060>)

[4] *Le Mouvement social*, n°64, 414 p.

[5] *Ibid.*, p. 6-7

[6] *Ibid.*, p. 7.

[7] Témoignage de M. Perrot, dans « Entretien avec Nicolas Hatzfeld », *Le Mouvement social*, n° 223, avril-juin 2008, p. 19.

[8] *Ibid.*, p. 20.

[9] Fonds Jean Maitron du CHS, 2-JM-3B.

[10] Numéro de mai-juin 68, collection 10/18.

[11] 26 avril 1969, supplément au numéro 7553.

[12] *1968, exploration du mai français : actes du colloque Acteurs et terrains du mouvement social de mai-juin 1968*, organisé à Paris les 24 et 25 novembre 1988 par le CEVIPOF et le CRHMSS, Paris, L'Harmattan, 2. vol., 1992.

[13] Le GED du Campus Condorcet est une bibliothèque délégataire du GIS Collex Persée sur la thématique de l'histoire sociale.

[14] <http://www.mai-68.fr/welcome/index.php>. Le site, toujours en ligne a été transformé en archives du quarantième anniversaire de Mai 68.
<http://www.calames.abes.fr/pub/ms/FileId-2337>